



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 4 avril 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

**2023 - 60 TRANSITION ENERGETIQUE - MISE EN PLACE DU DISPOSITIF « INTRACTING » POUR
LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RENOVATION DU PARC D'ECLAIRAGE PUBLIC**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 mars 2023, s'est réuni le mardi 4 avril 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Stéphane CASSARINI, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Valérie COPIN
(Prend part aux délibérations N°31 à N°71)
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL
(Prend part aux délibérations N°31 à N°48)
Monsieur Patrick ISNARD
(Prend part aux délibérations N°31 à N°58)

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Cyril DAUPHOUD
Monsieur Jean-Marc GARNIER
Monsieur Franck BARBEY
Madame Mékia Noura ADDAD
Madame Myriam LAZREUG
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

PROCURATION :

Madame Valérie COPIN à Monsieur le Maire
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Valérie COPIN
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Serge PERCHERON
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL à Madame Magali CONESA
Madame Mékia Noura ADDAD à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 28 février 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 60

DU 4 AVRIL 2023

TRANSITION ENERGETIQUE - MISE EN PLACE DU DISPOSITIF « INTRACTING »
POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RENOVATION DU PARC D'ECLAIRAGE PUBLIC

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Activement engagée dans une démarche de transition énergétique, la ville de Grasse a approuvé son schéma directeur d'aménagement lumière pour l'ensemble de son parc d'éclairage public en mars 2022. Ces études préalables ont permis de construire un programme de rénovation visant notamment à diviser par deux les consommations énergétiques et limiter la pollution lumineuse. Les travaux identifiés ont été intégrés dans un marché global de performance énergétique pour un montant estimatif de 2 071 344 € HT. La Banque des Territoires propose d'avoir recours au dispositif de l'Intracting et ainsi apporter 100 % du besoin de financement sous forme d'avances remboursables. L'investissement sera par la suite remboursé par les économies d'énergie réalisées.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Service transition énergétique et écologique	Dépenses : travaux	2 071 344,00 € HT

Madame Anne-Marie DUVAL expose :

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu l'engagement de la ville de Grasse de gérer le patrimoine communal de manière écoresponsable en optimisant les performances énergétiques sur le parc d'éclairage public et en limitant les problématiques liées à la pollution lumineuse, défini dans la Stratégie Municipale de Développement Durable votée à l'unanimité lors du Conseil Municipal du 28 juin 2016,

Vu la délibération n° 2019-180 du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2019 déclarant l'état d'urgence climatique,

Vu la délibération n° 2022-69 du Conseil Municipal en date du 29 mars 2022 approuvant le schéma directeur d'aménagement lumière définissant la stratégie d'éclairage raisonnée visant la diminution des consommations énergétiques mais aussi la réduction des effets dus à la pollution lumineuse sur l'environnement et sur la santé humaine,

Vu le plan de sobriété énergétique présenté par le gouvernement français en octobre 2022 invitant les collectivités territoriales à réduire la consommation d'électricité liée à l'éclairage public,

Considérant que la commune de Grasse a lancé une consultation pour un marché global de performance énergétique comprenant la conception, la rénovation, l'exploitation et la maintenance des installations d'éclairage public et des installations connexes,

Considérant que l'objectif de ce marché est d'améliorer la performance de l'éclairage public, de la signalisation lumineuse tricolore et l'éclairage extérieur des équipements sportifs,

Considérant que le titulaire du marché s'engage à réduire les consommations énergétiques et à respecter les objectifs de performance et de qualité de services définis lors de la consultation,

Considérant que 5 479 luminaires seront remplacés par des luminaires LED et 349 rééquipés en LED (retrofit) afin d'avoir un parc d'éclairage public 100% LED,

Considérant que ces travaux représentent un investissement lourd pour la Ville s'élevant à 2 071 344 € HT soit 2 485 612,80 € TTC,

Considérant que ces travaux engendreront une économie d'énergie de 2 313 144 kWh/an (-59%) au bout de la deuxième année de travaux soit une économie estimée de 550 000 € TTC/an, représentant un temps de retour sur investissement de 4,5 ans (*sans prendre en compte l'évolution des prix de l'énergie*),

Considérant que le titulaire du marché réalisera les travaux demandés et sera garant des économies d'énergie, à défaut il prendra à sa charge tout dépassement,

Considérant que cet investissement peut faire l'objet d'un financement via le dispositif « Intracting », soutenu par la Caisse des Dépôts,

Considérant que le principe de ce dispositif est simple, les économies réalisées sur le budget de fonctionnement sont « sanctuarisées » dans le budget et placées dans un fonds interne créé pour rembourser l'investissement,

Considérant que la Banque des Territoires joue le rôle de tiers de confiance et de tiers-financeur en apportant 100 % du besoin de financement sous forme d'avances remboursables,

Considérant que le dispositif « Intracting » concourt à organiser et à financer des actions de performances énergétiques tout en incluant un volet méthodologique apportant à cette démarche une réelle approche transversale, novatrice et mobilisatrice autour de l'enjeu de la transition énergétique,

Considérant la proposition de la Banque des Territoires, partenaire depuis de nombreuses années de la ville de Grasse, à savoir :

- Un accompagnement de la collectivité favorisant une conduite du changement,
- Un abondement de 100 % du financement à la réalisation des travaux et un remboursement sur 10 ans,
- Une révision du plan de financement si les économies ne sont pas au rendez-vous,
- Une rémunération des fonds propres de la Banque des Territoires à un taux d'intérêt de 0,00 %,
- Une participation de la commune de Grasse à hauteur d'environ 29 000 € issus de la vente des certificats d'économies d'énergie générés par les travaux réalisés (*montant calculé sur la base d'intérêts théoriques qui seraient perçus avec un taux fixe annuel 0,25% sur la durée de l'échéancier*)

Pour le financement de cette opération, la commune de Grasse est invitée à réaliser auprès de la Caisse des dépôts et consignations une avance remboursable Intracting d'un montant total de 2 071 344 € HT et comprenant 2 tranches de versements dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

	Versement 1	Versement 2
Année de versement	2023	2024
Montant	1 151 035,70 €HT	920 308,30 €HT
Durée d'amortissement	10 ans	10 ans
Taux d'intérêt annuel fixe	0 %	0 %
Commission	environ 29 000€	
Périodicité des échéances	semestriel	semestriel
Profil d'amortissement	échéances constantes	échéances constantes

Considérant que le montant de la commission sera ajusté en cas de variation de la valorisation des certificats d'économies d'énergie. Il est précisé que cette commission due à la Banque des Territoires ne pourra dépasser deux fois la commission initialement prévue, ni être inférieure à la moitié de cette dernière.

La commission Equipement et Aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 7 mars 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la mise en place du dispositif « Intracting » pour financer les travaux de rénovation du parc d'éclairage public de la commune de Grasse ;
- **APPROUVER** les termes de la convention « Intracting » jointe à la présente pour permettre la mise en œuvre de la rénovation du parc d'éclairage public de la commune de Grasse ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer ladite convention mais également l'ensemble des documents nécessaires à la mise en place de ce dispositif ;
- **INSCRIRE** aux budgets de la Ville les sommes nécessaires à cette opération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **- 5 AVR. 2023**
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



L.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 5 AVR. 2023